

Industrie du caoutchouc : hommes, 37 p. c. du salaire anglais ;
 Industrie du caoutchouc : femmes, 23 p. c. du salaire anglais ;
 Industrie des lampes électriques : hommes, 8,5 p. c. à 6,4 p. c. du salaire anglais ;
 Industrie des lampes électriques : femmes, 8,4 du salaire anglais ;
 Industrie céramique : hommes, 21,8 p. c. du salaire anglais ;
 Industrie céramique : femmes, 21,4 p. c. du salaire anglais.

Il ne faut pas s'étonner si dans de telles conditions de vie la classe travailleuse japonaise s'affaiblit toujours plus et se dégrade. La bourgeoisie même commence à s'en apercevoir. A la dernière réunion du parlement, un membre de la Chambre Haute dénonça l'augmentation constante de la « peste blanche », c'est-à-dire de la tuberculose, à la suite de laquelle en 1932 sont morts 121.000 personnes, donc deux pour mille de la population, le plus haut pourcentage enregistré dans le monde.

D'autre part, les journaux japonais ont récemment publié des statistiques sur la conscription : quoique toutes les années le nombre des conscrits augmente, ceux qui sont en condition physiques, pour être acceptés, diminuent. L'année passée 40 p. c. furent déclarés inaptes au service militaire et pas seulement dans les villes, mais aussi dans les campagnes. Tout cela signifierait très peu pour la classe capitaliste, s'il ne s'agissait pas d'une diminution de la capacité guerrière de la « Nation », car pour ce qui regarde le travail, il y a suffisamment de main-d'œuvre dans l'armée des sans-travail. A ce propos, à cause d'un rendement accru, l'augmentation de la production industrielle n'a réduit qu'en une petite mesure le chômage. La « Correspondance Internationale », déjà citée par nous, écrit que d'après les chiffres du bureau japonais pour les affaires sociales, le pourcentage des chômeurs sur un total de sept millions de travailleurs, compris dans les statistiques, était le suivant :

Décembre 1929 : 4,54 ; 1930 : 5,25 ; 1931 : 6,68 ; 1932 : 6,38 ; Mai 1933 : 5,91. Le chiffre réel des chômeurs est certainement plus élevé et supérieur de beaucoup au million confessé par les statistiques officielles.

Il nous reste encore à donner quelques éléments quant à la situation de l'agriculture japonaise. Tout d'abord la propriété seigneuriale joue un rôle primordial dans l'économie paysanne, bien que 70 p. c. des propriétés soient travaillées par des paysans pauvres, possédant moins de 1 hectare de terre. Ces petits fermiers sont généralement obligés de demander la terre seigneuriale en location et cela dans des conditions épouvantables. Les propriétaires fonciers, qui généralement ne s'occupent pas eux-mêmes de la production agricole, accaparent cependant 50 à 60 p. c. de la récolte globale de leurs fermiers.

Mais le paysan japonais n'a pas seulement à supporter le poids du servage seigneurial, il est encore sous le joug monstrueux du capital usuraire qui exploite effroyablement les paysans, grâce aux hypothèques dont ils sont grevés et aussi grâce au monopole des prix pour les produits agricoles, qui met ces derniers complètement à sa merci.

Si l'industrie japonaise a vu transitoirement sa situation s'améliorer, du fait du dumping et de l'inflation monétaire, la crise la plus aiguë persiste dans l'économie agraire. Particulièrement la chute des prix du riz et de la soie, bases de l'économie agraire du Japon, a été un désastre pour ce pays. Par ailleurs la faiblesse des partis politiques de la classe ouvrière, a déterminé, à la faveur de cette profonde misère, la création de puissantes organisations paysannes influencées par les propriétaires fonciers.

Pour ce qui est du dumping mondial du Japon, c'est-à-dire la vente en-dessous du prix coûtant, ce que les japonais désignent par un néologisme « capacité de compétition » et qui s'exprime par l'invasion du marché mondial par ses produits et ses articles manufacturés, dont la masse de choc est constituée par ses tissus de coton, les filatures de soie, les tissus de soie naturelle pouvant aisément franchir toutes les barrières douanières, nous nous bornerons à traiter de la concurrence des cotonnades japonaises, qui frappent avant tout la Grande-Bretagne. Cette lutte pour l'écoulement des cotonnades se manifeste surtout aux Indes où l'exportation du Japon finit par évincer non seulement l'exportation britannique, mais frappe aussi l'industrie textile indigène. Il y a quatre ans, le Japon commença à vendre ses

produits aux Indes, à quoi le gouvernement indien, sous la pression de Londres, opposa des droits de douane, arrivant au printemps de l'an passé, en 1933, aux droits prohibitifs de 75 p. c. La Japan Spinners Association, qui contrôle huit millions de broches, répondit par l'interdiction d'acheter du coton indien, en envoyant en même temps des commissions en Amérique du Sud, en Turquie, pour chercher de nouveaux marchés de matière première. On comprend facilement que lorsque le Japon proposa l'organisation d'une Conférence pour rechercher des formes d'accords, le gouvernement indien accepta vivement. La Conférence commencée à Simla, la capitale estivale du Vice Roi des Indes, et terminée à Dehli, sa capitale d'hiver, se clôtura avec un accord par lequel l'Inde ramenait de 75 p. c. à 50 p. c. les tarifs protectionnistes et recevait le traitement de la nation la plus favorisée, avec la permission d'exporter aux Indes 325 millions de Yards de cotonnades, s'il achète un million de balles de coton ; d'exporter 400.000,00 de Yards s'il achète un million et demi de balle de coton. Si l'on tient compte que dans l'année cotonnière de 1933, le Japon a exporté aux Indes plus de 570 millions de Yards de cotonnades et acheté environ un million de balles de coton indien, on voit que ce sont des raisons très sérieuses qui ont déterminé le Japon à faire des concessions aux Indes et à la Grande-Bretagne. Dans tous les cas, il s'agit d'une armistice plus que d'une vraie paix. Et la faillite des récentes conversations économiques de Londres démontre que derrière la rivalité commerciale entre les industriels japonais et les magnats du coton du Lancashire, se dissimule une lutte plus générale pour la conquête des marchés. Il y a peu de temps, le ministre du commerce Runsciman a donné communication des restrictions que le gouvernement britannique a adopté contre les importations dans le Royaume Unis, des produits manufacturés de coton et de soie artificielle. Quoique visant essentiellement le Japon, celui-ci ne s'est pas montré trop affecté de cette mesure. Pour ce qui regarde les colonies anglaises proprement dites, ces mesures ne peuvent avoir une grande portée. Autre chose serait pour les Dominions, s'ils ne se trouvaient dans une situation délicate vis-à-vis du Japon. L'Australie et le Canada se trouvent dans une position délicate vis-à-vis du Japon parce que tous deux ont une balance commerciale favorable envers lui. Le premier de 15 millions de Livres-or par an, le second de 4 millions. L'Inde, comme nous l'avons vu, a déjà passé un accord particulier avec le Japon. Il reste seulement la Nouvelle-Zélande qui possède un marché très restreint et l'Afrique du Sud qui est l'unique Dominion qui pourrait éventuellement s'unir à la Grande-Bretagne pour appliquer cette mesure restrictive.

Voici quelques chiffres tirés d'une relation de la « Correspondance », concernant la lutte du coton entre le Japon et la Grande-Bretagne.

Exportation de cotonnades japonaises (en millions de Yards) (1) :

Vers tous les pays (1928) 1419, (1932) 2.032 ; Vers les territoires britanniques (1928) 482, (1932) 987 ; Vers les Indes (1928) 358, (1932) 645 ; Vers les Dominions (1928) 24, (1932) 74.

Exportation de cotonnades anglaises (en millions de Yards) :

Vers tous les pays (1928) 3.866, (1932) 2.198 ; Vers les territoires britanniques (1928) 2.204, (1932) 1.258 ; Vers les Indes (1928) 1.542, (1932) 599 ; Vers les Dominions (1928) 314, (1932) 314.

La production des filatures japonaises de laine a augmenté en 1933 de 10 p. c. ; les exportations des tissus de laine pour 1933 ont atteint une valeur de 12 millions de Yens, c'est-à-dire une augmentation, en un an, de plus de 300 p. c.

Avant de conclure notre étude par quelques considérations politiques essentielles, nous voudrions encore indiquer que le budget militaire japonais reflète la perspective de la guerre vers laquelle se dirige le Japon. Ce qui d'ailleurs ne lui est pas spécifique, mais caractérise aujourd'hui tous les Etats capitalistes. Les prévisions officielles à ce sujet sont les suivantes (en millions de Yens) :

Armée (1933-34) 448,1, (1934-35) 449,5 ; Marine (1933-34) 4. 7 (1934-35) 487,8.

Il s'agit de chiffres officiels certainement inférieurs à la réalité même, car une

(1) Le Yarde vaut approximativement 92 centim. de cotonnade.